

ABELLA, Irving et Harold TROPER, *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*. Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982. 336 p. 19,95 \$

Frédéric Seager

Volume 39, numéro 2, automne 1985

Histoire de la famille

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304354ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304354ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Seager, F. (1985). Compte rendu de [ABELLA, Irving et Harold TROPER, *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*. Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982. 336 p. 19,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(2), 271–272. <https://doi.org/10.7202/304354ar>

## COMPTES RENDUS

ABELLA, Irving et Harold TROPER, *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*. Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982. 336 p. 19,95\$

L'un des mythes les plus tenaces engendrés par la Seconde Guerre mondiale veut que les alliés occidentaux aient combattu pour défendre les droits humains, et notamment ceux des Juifs. Lancé par la propagande nazie afin de discréditer l'effort de guerre allié, ce mythe fut repris par les alliés eux-mêmes à Nuremberg. Hitler étant l'ennemi juré des Juifs, ses adversaires avaient l'air d'être leurs défenseurs. Des recherches faites récemment en Angleterre et aux États-Unis ont démontré, cependant, que ces deux puissances démocratiques étaient très indifférentes au sort des Juifs européens, voire hostiles à ceux-ci.

Néanmoins, la Grande-Bretagne finit bien par accepter quelque 70 000 réfugiés juifs du nazisme, tandis que les États-Unis en accueillirent plus de 200 000. Le Canada en reçut moins de 5 000 pendant la période 1933-1948, ce qui le place au dernier rang des pays occidentaux pour l'accueil à ces victimes des persécutions nazies. La Bolivie, beaucoup moins riche, en admit 14 000. Dans une étude solidement documentée et dénuée de propos larmoyants, messieurs Abella et Troper tentent d'expliquer cette extraordinaire mesquinerie. Elle tient, grosso modo, à deux facteurs: le désir de l'administration fédérale de garder au pays un caractère anglo-saxon, et la judéophobie croissante de l'ensemble des Canadiens.

Le directeur des services d'immigration du gouvernement fédéral, un dénommé F. C. Blair, se laissait guider par ce double impératif: il craignait de voir le Canada inondé par des vagues successives de réfugiés juifs. A mesure que la répression antijuive augmentait en Europe, la politique d'immigration du Canada à leur endroit devenait plus restrictive. Avant 1938, quelques centaines de Juifs d'Europe avaient été admis au Canada comme cultivateurs. Après cette date, même ceux qui s'engageaient à défricher la terre furent refusés. D'autres, qui avaient des capitaux importants à investir au Canada, ne connurent pas un meilleur sort.

L'entrée en guerre du Canada contre l'Allemagne nazie ne fit rien pour atténuer les restrictions qui frappaient les réfugiés juifs. A partir de 1942, le gouvernement du Canada, comme ceux de tous les pays alliés, apprit l'existence de la «solution finale» - le plan nazi d'exterminer les Juifs d'Europe. Le gouvernement fédéral, toujours à l'écoute de la population, comprenait que celle-ci devenait de plus en plus judéophobe à mesure que la guerre se poursuivait. C'est au Québec que cette tendance fut la plus prononcée: tous les journaux d'expression française (à l'exception du *Jour*, de Jean-Charles Harvey) s'opposaient à l'entrée des Juifs au Canada. Ailleurs au pays, l'opposition à l'immigration juive, quoique plus discrète, n'en fut pas moins réelle. En 1946, alors que le sort des Juifs européens n'était plus un secret d'État, un sondage Gallup révéla que, pour le Canadien moyen, les Juifs étaient au deuxième rang des indésirables, dépassés seulement par les Japonais.

Les Juifs du Canada, quant à eux, firent tout leur possible afin de sauver leurs coreligionnaires d'Europe. A partir de 1938, ils mirent de côté leurs divisions politiques et religieuses dans un commun effort pour faire entrer au pays un plus grand nombre de réfugiés. Les auteurs rendent un hommage posthume à Saul Hayes, l'avocat montréalais qui faisait régulièrement anti-chambre chez les hommes politiques et les hauts fonctionnaires à Ottawa dans le but de faire assouplir la politique d'immigration antijuive du Canada. Ses efforts aboutirent rarement car les Juifs du Canada, qui comptaient pour environ 1,5% de la population totale du pays, ne représentaient aucune force politique tangible. Ils n'étaient guère plus influents sur le plan économique. En 1939, l'industriel Samuel Bronfman, qui jusqu'alors n'avait eu que du dédain pour les activités peu efficaces du Congrès Juif Canadien, en accepta la présidence. Il voulait ainsi faire de cet organisme de bienfaisance une force politique en faveur d'une plus grande immigration des Juifs européens. Son échec n'en fut que plus retentissant. Même le richissime Bronfman n'arriva pas à influencer le gouvernement fédéral.

Le plus grand mérite de ce livre est de présenter les Juifs non seulement comme des victimes, mais également comme des acteurs dans le plus grand drame de leur histoire. Les auteurs suivent pas à pas les démarches de la communauté juive du Canada pour sauver une petite fraction des victimes juives du nazisme. Ces efforts ne furent récompensés qu'en 1948, lorsqu'une délégation de patrons et de syndicalistes juifs de l'industrie du vêtement obtient du gouvernement fédéral la promesse de laisser entrer au Canada quelques milliers de tailleurs et de coupeurs juifs d'Europe qui végétaient dans des camps de personnes déplacées depuis la fin de la guerre. Insensibles aux plaidoyers humanitaires, les services d'immigration se laissent enfin convaincre par des arguments d'ordre économique. Mais c'était trop peu et trop tard: la création en 1948 de l'État d'Israël permit pour la première fois à tous les rescapés juifs du nazisme de trouver une terre d'accueil. La politique du Canada dans ce domaine perdit du même coup beaucoup de son importance.

A la lecture de *None is Too Many*, on découvre le Canada des années 1930 et 1940 - pays démocratique, certes, mais bourré de complexes et peu accueillant. On comprend en même temps pourquoi les Juifs ne veulent plus être des réfugiés. En présentant les relations entre les Juifs et le pouvoir à un moment si critique de leur histoire, l'ouvrage dépasse le cadre purement national. Ici, le Canada symbolise, en plus petit et plus mesquin, l'indifférence de l'Occident chrétien face au plus grand génocide de notre époque. A ce chapitre, du moins, son histoire a une portée universelle.

Département d'histoire  
Université de Montréal

FRÉDÉRIC SEAGER